

**LA NOUVELLE BATAILLE
DES RYTHMES SCOLAIRES**

A la rentrée, 37 % des communes reviendront à la semaine de quatre jours de classe. Et de nombreuses autres pourraient en faire de même en 2018. // P. 3

Rythmes scolaires : plus d'un tiers des communes font déjà marche arrière

- Dans 37 % des communes, les écoliers reviennent à la semaine de quatre jours dès cette rentrée.
- Le manque de contrats aidés accroît les difficultés.

ÉDUCATION

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

Les rythmes scolaires vont-ils encore occuper les débats éducatifs pendant cinq ans ? Depuis le 28 juin, date de publication du décret qui permet aux communes de revenir à la semaine d'école de quatre jours, collectivités, parents, enseignants, associations s'inquiètent ou s'en félicitent. D'autant qu'on est loin de la minorité de communes qui devait être concernée à cette rentrée, comme l'avait envisagé le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer : 37 % d'entre elles (28 % des élèves) reviennent, dès le mois prochain, à la semaine de quatre jours. Ce sont surtout des communes rurales, pour des raisons économiques. Mais des grandes villes sont concernées. Nice revient aux quatre jours. Et les vannes sont ouvertes, d'autant que les contraintes budgétaires qui pèsent sur les collectivités ne cessent de s'alourdir. À Marseille, les écoliers retourneront à la semaine de quatre jours à la rentrée 2018, indique la mairie. Selon nos informations, Lyon s'oriente aussi vers un retour à

la semaine de quatre jours. Même si la Ville assure que « la décision n'est pas prise à ce stade ». A Paris, où la mairie a indiqué qu'elle resterait aux cinq demi-journées, « la pression des enseignants pour revenir aux quatre jours est forte », témoigne un bon connaisseur du sujet.

Avec d'autres, le vice-président national de la fédération de parents d'élèves FCPE, Hervé-Jean Le Niger, pointe aussi le problème des contrats aidés : « Des communes qui avaient décidé de conserver les cinq demi-journées vont revenir à la semaine de quatre jours, parce qu'elles n'auront pas les contrats aidés nécessaires pour payer les animateurs », dénonce-t-il.

« Concertation escamotée » Pour certains, la vague du retour aux quatre jours pour la rentrée 2018-2019 ne fait aucun doute. « 90 % des communes y seront », lâche un acteur très bien informé. « Toutes les communes vont revenir aux quatre jours, hormis quelques irréductibles qui ont construit leur légitimité politique sur le périscolaire », prédit Marie-Christine Bastien, secrétaire générale du syndicat EPA-FSU, qui syndique animateurs, agents de jeunesse et fonc-

tionnaires territoriaux. Un avis que tous ne partagent pas. Pour le président du Réseau des villes éducatrices, Damien Berthilier, « le basculement est important mais il n'est pas irréversible », notamment s'il y a « une pérennisation du fonds d'aide ». Jean-Michel Blanquer assure qu'il y travaille, mais rien n'est acté.

En attendant, les débats sur l'intérêt de l'enfant resurgissent, comme en 2013. Le président de la PEEP, une fédération de parents d'élèves, Gérard Pommier, regrette « la concertation escamotée » des communes qui reviennent aux quatre jours « pour raisons budgétaires ». « C'est le degré zéro de la politique éducative », déplore Damien Berthilier. « J'ai l'impression qu'on recule », renchérit Yann Lasnier, de la Fédération Léo Lagrange. Hervé-Jean Le Niger insiste sur le côté « indispensable » des cinq demi-journées d'école et sur l'apport du périscolaire pour les enfants les plus défavorisés. Sans compter, conclut Damien Berthilier, le côté « terrible » pour les cadres de l'Éducation nationale, qui doivent expliquer aux enseignants que la semaine de quatre jours n'est pas une si mauvaise affaire, après avoir plaidé le contraire durant cinq ans... ■



La rentrée 2018-2019 pourrait voir la vague du retour à la semaine de quatre jours s'amplifier. *Photo Frank Perry/AFP*